

ROYAUME DE BELGIQUE

-----

KONINKRIJK BELGIË

-----

AVIS 31.955/2/V

DE LA SECTION DE LÉGISLATION  
DU CONSEIL D'ÉTAT

-----

ADVIES 31.955/2/V

VAN DE AFDELING WETGEVING  
VAN DE RAAD VAN STATE

-----

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre des Pensions, le 9 juillet 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "portant création du Fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale", a donné le 10 septembre 2001 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 9 juli 2001 door de Minister van Pensioenen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot oprichting van het Fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid", heeft op 10 september 2001 het volgende advies gegeven :

### Observation générale

L'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, tend à créer un "Fonds dénommé «Fonds des pensions de la police intégrée»" "auprès de l'Administration des pensions".

Le projet ne précise pas quelle est la nature juridique de ce "Fonds". Or, le mot "fonds" est utilisé pour recouvrir des formes juridiques très diverses.

Ainsi qu'a pu le confirmer le fonctionnaire délégué, l'intention de l'auteur du projet n'est pas d'accorder à ce "Fonds" une personnalité juridique distincte de celle de l'Etat, ni d'en faire un service de l'Etat à gestion séparée : dans le cas contraire, en effet, la loi doit le stipuler expressément.

Il ne peut s'agir non plus d'un fonds budgétaire au sens de l'article 45 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, car cette disposition exclut qu'un tel fonds puisse être alimenté par des crédits budgétaires. Or, le Fonds en projet serait alimenté, notamment, par une contribution de l'Etat.

Suivant les explications fournies par le fonctionnaire délégué, l'intention du Gouvernement est de faire de ce fonds un simple "compte" particulier du Trésor, sur lequel seraient enregistrées les recettes et les dépenses visées aux articles 3 à 5.

En principe, seules des dépenses que l'Etat exécute pour le compte d'un tiers <sup>1</sup> peuvent être mises à charge exclusivement d'un tel compte de trésorerie. Les pensions des membres de la police fédérale ainsi que des membres de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale sont à charge de l'Etat, dès lors que celui-ci est leur employeur. Ces dépenses doivent donc figurer au budget de l'Etat, en vertu de l'article 174, alinéa 2, de la Constitution qui dispose que toutes les recettes et dépenses de l'Etat doivent être portées au budget.

Cette disposition constitutionnelle ne s'oppose toutefois pas à ce que le législateur crée des services particuliers, financés par des crédits inscrits au budget de l'Etat, et appelés à supporter des dépenses déterminées. Mais lorsque ces services ne sont pas dotés d'une personnalité juridique distincte de l'Etat, leur budget et leur compte

---

(1) Ainsi en va-t-il, par exemple, lorsque l'Etat assure le paiement des pensions des communes ou des organismes d'intérêt public

doivent également être soumis chaque année à l'approbation de la Chambre des représentants, conformément à l'article 174, alinéa 1<sup>er</sup>, de la Constitution<sup>2</sup>.

L'attention de l'auteur du projet est, en outre, attirée sur le fait que le projet est conçu comme si le Fonds des pensions de la police intégrée se distinguait du "Trésor public". Plusieurs dispositions prévoient, en effet, des transferts entre le Fonds et le "Trésor public"<sup>3</sup>, ou sont rédigées en partant du principe que les pensions des membres du personnel des services de police ne seraient pas visées par les dispositions légales ou réglementaires applicables aux "pensions à charge du Trésor public"<sup>4</sup>.

Or, sauf à créer un organisme distinct de l'Etat, les recettes et les dépenses du Fonds constitueraient des recettes et des dépenses du "Trésor public", comme n'importe quelle autre recette ou dépense de l'Etat.

Le projet doit être revu dans son ensemble pour tenir compte de cette observation et préciser ainsi la nature juridique du Fonds.

Si l'auteur du projet renonce à lui conférer une personnalité juridique distincte de l'Etat, toutes les dispositions qui reposent sur le principe selon lequel le Fonds se distingue du Trésor public doivent être repensées.

---

(2) Les budgets et les comptes des services de l'Etat à gestion séparée, prévus à l'article 140 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, sont ainsi joints aux lois approuvant annuellement respectivement le budget général des dépenses et le compte général de l'Etat. Pour les entreprises d'Etat, qui constituent également des services ayant un budget et une comptabilité propres sans pour autant disposer d'une personnalité juridique distincte, les articles 115 et 120 des mêmes lois coordonnées prévoient également l'approbation annuelle de leur budget et de leur compte par la loi.

(3) Ainsi l'article 7 prévoit que le produit des cotisations personnelles et patronales est versé par le Trésor public à l'Administration des pensions et est affecté au Fonds. Une telle disposition n'a de sens que si le Fonds constitue une caisse distincte de celle de l'Etat, ce qui n'est pas le cas d'un "compte de trésorerie".

(4) Ainsi en va-t-il de l'article 5, qui institue une cotisation personnelle, alors qu'une contribution semblable est déjà prévue au titre V de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, dont l'article 59 prévoit qu'il s'applique "aux personnes appelées à bénéficier d'une pension de retraite à charge", notamment, du "Trésor public".

Observations particulièresExamen du projetDispositifArticle 2

Mieux vaut éviter l'usage des tirets et utiliser de préférence les chiffres 1°, 2°, 3°, 4°.

La même observation vaut pour l'article 8 du projet.

Au quatrième tiret (devenant le 4°), mieux vaut écrire :

"4° «l'O.N.S.S.A.P.L.»: l'Office national de Sécurité sociale des administrations provinciales et locales."

Article 3

1. A l'alinéa 3, d), il y a lieu de viser l'article 8 et non l'article 4 de la loi du 5 août 1968 établissant certaines relations entre les régimes de pensions du secteur public et du secteur privé.

Par ailleurs, pour plus de clarté, dans le texte français, les mots "qui sont" doivent être insérés entre les mots "visés au a) ou b) et" et le mot "effectués".

La même observation vaut pour l'article 4, b).

2. A l'alinéa 3, g), il y a lieu de préciser que les frais d'administration mis à charge du Fonds sont ceux liés à la perception des cotisations prévues à l'article 5.

#### Article 4

Au e), les mots, "alinéa 2" doivent être omis.

#### Article 5

1. Sous réserve de l'observation formulée ci-dessous, mieux vaut rédiger l'alinéa 2 comme suit :

"Le taux de la cotisation globale est égal au rapport, exprimé en pourcentage, entre le montant estimé, pour l'année en cause, des dépenses nettes à charge du Fonds, et le montant estimé, pour cette même année, de la masse salariale des membres du personnel des services de police ayant fait l'objet d'une nomination à titre définitif ou d'une nomination y assimilée par la loi ou en vertu de celle-ci, sur laquelle les cotisations personnelles et patronales sont prélevées."

2. L'alinéa 7 est ambigu et se concilie mal avec l'alinéa 2, où il est question du montant estimé respectivement des dépenses nettes et du produit des cotisations.

La question se pose plus généralement de savoir si le Roi serait autorisé, s'il constatait qu'en dépit des estimations faites conformément à l'alinéa 2, un déficit du Fonds devait apparaître en fin d'année, à fixer un taux de cotisation supérieur à ce qui serait nécessaire pour couvrir les dépenses estimées de l'année suivante afin de compenser ce déficit. Tel qu'il est rédigé, en tout cas, l'article examiné ne paraît pas l'autoriser.

L'auteur du projet doit, dès lors, préciser la manière dont serait apuré un déficit résultant d'une surestimation des recettes ou d'une sous-estimation des dépenses.

En outre, le projet doit préciser le moment de l'année auquel le Roi doit procéder à cette estimation.

Pour apporter les précisions requises par la présente observation, l'auteur du projet peut s'inspirer de l'article 12, § 2, de la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit, ainsi que de l'article 161, alinéa 5, de la nouvelle loi communale.

### Article 6

L'objet de cette disposition est déjà réglé par l'article 140ter de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, inséré par la loi du 2 avril 2001.

L'article 6 doit, dès lors, être omis.

### Article 7

Ainsi, que l'a confirmé le fonctionnaire délégué, l'intention de l'auteur du projet n'est pas, au paragraphe 3, de prévoir une retenue complémentaire à celle de 13,07 p.c. déjà prévue par l'arrêté royal du 30 janvier 1979 relatif à l'octroi d'un pécule de vacances aux agents de l'administration générale du Royaume, rendu applicable aux membres du personnel des services de police par l'article XI.III.4. de l'arrêté royal 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

Mieux vaut rédiger le paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, comme suit :

"§ 3. Pour ce qui concerne les membres du personnel des corps de la police locale, la retenue sur le pécule de vacances prévue par l'arrêté royal du 30 janvier 1979 relatif à l'octroi d'un pécule de vacances aux agents de l'administration générale du royaume, rendu applicable aux membres du personnel des services de police par l'article XI.III.4. de l'arrêté royal 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, est versée à L'O.N.S.S.A.P.L. par l'organisme qui assure le paiement de ce personnel."

### Article 12

Les mots "de la loi du 30 avril 1958" doivent être remplacés par les mots "de la même loi".

La même observation vaut, mutatis mutandis, pour les articles 17 et 19 du projet.

### Article 18

Il convient d'insérer entre les mots "secteur public" et le mot "est", les mots ", modifié par la loi du 20 avril 1971,".

### Article 19

La disposition qu'il est proposé de modifier ne comportant pas de subdivisions en tirets, procédé par ailleurs déconseillé, mieux vaut écrire :

- "1° les mots "et de la caisse des ouvriers de l'Etat" sont supprimés;
- 2° à la suite des mots "de la Société nationale des chemins de fer belges," sont ajoutés les mots : "du Fonds des pensions de la police intégrée;"".

### Article 20

Il est proposé de rédiger le 2° en projet comme suit :

- "2° La disposition suivante est ajoutée : " ... (la suite comme au projet).

### Article 21

Les mots "modifié par les lois des 30 mai 1975 et 22 décembre 1977," doivent être omis.

### Article 22

Dans la phrase liminaire de cet article du projet, les mots "modifié par l'arrêté royal du 27 novembre 1978," doivent être omis.

### Article 23

Dans la phrase liminaire de cet article du projet, les mots "par les lois des 8 août 1980 et 10 février 1981, l'arrêté royal du 2 juillet 1982 et la loi du 30 décembre 1982," doivent être remplacés par les mots "par la loi du 8 août 1980".

### Article 28

Mieux vaut insérer la disposition en projet au début de la loi du 6 août 1993 et rédiger cet article du projet comme suit :

"Art. 28. Dans la loi du 6 août 1993 relative aux pensions du personnel nommé des administrations locales, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° Il est inséré un nouveau chapitre Ier comprenant un nouvel article 1<sup>er</sup>, rédigés comme suit :

"Chapitre premier - disposition générale

Article 1<sup>er</sup>. La présente loi n'est pas applicable aux membres du personnel des corps de la police locale."

- 2° Le chapitre 1<sup>er</sup> devient le chapitre 1<sup>er</sup> bis.

- 3° L'article 1<sup>er</sup> devient l'article 1<sup>er</sup> bis."

### Article 31

Mieux vaut insérer cette disposition du projet dans la loi du 30 mars 2001 relative à la pension des personnels des services de police et à leurs ayants droit.

Une disposition modificative qui trouve sa place dans le chapitre II (devenant le chapitre IV) <sup>5</sup> du projet doit être rédigée comme suit :

"Art. .... L'article 5 de la loi du 30 mars 2001 relative à la pension des personnels des services de police et à leurs ayants droit, est complété par l'alinéa suivant :

«Pour les membres du personnel qui en application de l'alinéa 1<sup>er</sup> demandent à être admis à la pension avant l'âge de 60 ans, l'âge minimum prévu à l'article 2, alinéa 2, de la loi du 14 avril 1965 établissant certaines relations entre les divers régimes de pensions du secteur public est fixé à 58 ans.»".

"Art. .... L'article 10 de la même loi, est complété par l'alinéa suivant :

«Pour les membres du personnel qui en application de l'alinéa 1<sup>er</sup> demandent à être admis à la pension avant l'âge de 60 ans, l'âge minimum prévu à l'article 2, alinéa 2, de la loi du 14 avril 1965 établissant certaines relations entre les divers régimes de pensions du secteur public est fixé à 58 ans.»".

#### Article 32

Les mots "en lieu et place du corps de la police locale" doivent être omis. Le corps de police locale ne dispose, en effet, pas d'une personnalité juridique propre et ne peut donc pas être titulaire d'obligations.

#### Article 33

Seules les zones de police pluricommunales disposent d'une personnalité juridique propre. Mieux vaut remplacer les mots "aux zones de police" par les mots "aux communes ou aux zones de police pluricommunales".

La même observation vaut pour l'article 34.

---

(5) Voir "observations finales".

### Article 37

Au paragraphe 6 en projet, il convient de remplacer les lettres "EUR." par le mot "euros."

### Observations finales

1. Lorsque dans le texte en projet, il est fait référence à une disposition légale ou réglementaire, chaque élément permettant d'identifier cette disposition doit être suivi d'une virgule.

Ainsi par exemple, à l'article 2, 1<sup>er</sup> tiret (devenant le 1°), il convient d'écrire "article 2, 2°, " et "article 2, 3°, ".

2. Pour un meilleur aménagement de la loi en projet, mieux vaut organiser les chapitres du projet de la manière suivante :

1° Un chapitre I<sup>er</sup> intitulé "Disposition générale", doit comprendre l'article 1<sup>er</sup> du projet;

2° Le chapitre I<sup>er</sup> du projet (devenant le chapitre II) intitulé "Le Fonds des pensions de la police intégrée" doit regrouper les articles 2 à 10 du projet;

3° Le chapitre IV du projet intitulé "Dispositions particulières en matière de sécurité sociale" devient le chapitre III et doit regrouper les articles 33 à 36 du projet;

4° Le chapitre II du projet (devenant le chapitre IV) intitulé "Dispositions modificatives" doit regrouper les articles 11 à 30 et 37 du projet <sup>6</sup>;

5° Le chapitre III du projet (devenant le chapitre V) doit s'intituler "Chapitre V- Dispositions transitoire et finale" et doit regrouper les articles 32 et 38 du projet;

---

<sup>(6)</sup> Voir également l'observation particulière sous l'article 31 du projet.

6° Les mots "Chapitre V - Entrée en vigueur" doivent être omis;

3. La numérotation des articles doit être revue en conséquence.

-----

### Algemene opmerking

Artikel 3, eerste lid, voorziet in de oprichting, bij de "Administratie der Pensioenen", van een fonds genaamd "Fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie".

Het ontwerp preciseert niet de juridische aard van dat fonds. De term "fonds" dekt echter zeer verscheiden rechtsvormen.

Zoals door de gemachtigde ambtenaar is bevestigd, is het niet de bedoeling van de steller van het ontwerp om aan dat "fonds" een rechtspersoonlijkheid te geven die zich onderscheidt van die van de Staat, noch om er een staatsdienst met afzonderlijk beheer van te maken : indien dat wel het geval is, moet de wet zulks immers uitdrukkelijk vermelden.

Het kan evenmin gaan om een begrotingsfonds in de zin van artikel 45 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit, daar die bepaling uitsluit dat een zodanig fonds met begrotingskredieten wordt gestijfd. Het Fonds waarvan sprake is in het ontwerp zou echter onder meer gestijfd worden met een bijdrage van de Staat.

Volgens de toelichtingen verstrekt door de gemachtigde ambtenaar is het de bedoeling van de regering om van dat fonds niet meer dan een bijzondere "rekening" van de Staatskas te maken, waarop de ontvangsten en uitgaven zouden worden aangerekend waarvan sprake is in de artikelen 3 tot 5.

In beginsel kunnen alleen uitgaven die de Staat doet voor rekening van een derde <sup>1</sup>, uitsluitend op een zodanige thesaurierekening worden aangerekend. De pensioenen van de leden van de federale politie en van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie komen ten laste van de Staat, aangezien deze hun werkgever is. Die uitgaven moeten dan ook vermeld worden op de rijksbegroting, zulks krachtens artikel 174, tweede lid, van de Grondwet, luidens hetwelk alle staatsontvangsten en -uitgaven op de begroting moeten worden gebracht.

Die grondwetsbepaling staat er evenwel niet aan in de weg dat de wetgever bijzondere diensten instelt die gefinancierd worden uit kredieten opgenomen in de rijksbegroting en die bestemd zijn om bepaalde uitgaven te dekken. Als die diensten echter

---

<sup>(1)</sup> Dit is bij voorbeeld het geval wanneer de Staat zorgt voor de betaling van de pensioenen van de gemeenten of van de instellingen van openbaar nut.

geen rechtspersoonlijkheid onderscheiden van die van de Staat bezitten, moeten hun begroting en hun eindrekening tevens ieder jaar ter fine van goedkeuring voorgelegd worden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, zulks overeenkomstig artikel 174, eerste lid, van de Grondwet <sup>2</sup>.

De steller van het ontwerp wordt er voorts op gewezen dat het ontwerp aldus geredigeerd is alsof het Fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie zich onderscheidt van de "Staatskas". Verscheidene bepalingen voorzien immers in overdrachten tussen het Fonds en de "Staatskas" <sup>3</sup> of zijn opgesteld uitgaande van het principe dat de wets- of verordeningsbepalingen toepasselijk op de "pensioenen ten laste van de Staatskas" niet gelden voor de pensioenen van de personeelsleden van de politiediensten <sup>4</sup>.

De ontvangsten en uitgaven van het Fonds zijn echter ontvangsten en uitgaven van de "Schatkist", zoals alle andere staatsontvangsten en -uitgaven, tenzij een instelling wordt opgericht die onderscheiden is van de Staat.

Het ontwerp moet geheel worden herzien, waarbij rekening wordt gehouden met die opmerking en waarbij de juridische aard van het Fonds wordt gepreciseerd.

- 
- (2) De begroting en de rekeningen van de staatsdiensten met afzonderlijk beheer, waarvan sprake is in artikel 140 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit, worden aldus gevoegd bij de wetten waarbij jaarlijks respectievelijk de algemene uitgavenbegroting en de algemene rekening van de Staat worden goedgekeurd. Voor de staatsbedrijven, die eveneens diensten zijn met een eigen begroting en een eigen comptabiliteit, zonder dat ze een onderscheide rechtspersoonlijkheid bezitten, schrijven de artikelen 115 en 120 van dezelfde gecoördineerde wetten eveneens voor dat de begroting en de rekening jaarlijks bij wet moeten worden goedgekeurd.
- (3) Zo bepaalt artikel 7 dat de opbrengst van de persoonlijke en de werkgeversbijdragen door de Staatskas gestort wordt aan de Administratie der Pensioenen en voor het fonds wordt bestemd. Een zodanige bepaling heeft slechts zin indien het Fonds een kas is die onderscheiden is van de Staatskas, wat niet het geval is met een "thesaurierekening".
- (4) Dit is het geval met artikel 5, dat voorziet in een persoonlijke bijdrage, terwijl van een soortgelijke bijdrage reeds sprake is in titel V van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, waarvan artikel 59 voorschrijft dat "de bepalingen van die titel toepasselijk zijn op de personen die aanspraak zullen kunnen maken op een rustpensioen ten laste van onder meer de Openbare Schatkist".

Indien de steller van het ontwerp aan het Fonds geen rechtspersoonlijkheid onderscheiden van die van de Staat toekent, moeten alle bepalingen die steunen op het principe dat het Fonds zich onderscheidt van de Schatkist, herzien worden.

### Bijzondere opmerkingen

#### Onderzoek van het ontwerp

#### Dispositief

#### Artikel 2

Het verdient aanbeveling in plaats van streepjes de cijfers 1°, 2°, 3° en 4° te bezigen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 8 van het ontwerp.

In de Franse lezing van het ontwerp zou het beter zijn achter het vierde streepje (dat 4° wordt) te schrijven :

"4° "l'O.N.S.S.A.P.L.": l'Office national de Sécurité sociale des administrations provinciales et locales."

#### Artikel 3

1. In het derde lid, d), moet niet worden verwezen naar artikel 4, doch naar artikel 8 van de wet van 5 augustus 1968 tot vaststelling van een zeker verband tussen de pensioenstelsels van de openbare sector en die van de privé-sector.

Duidelijkheidshalve moeten in de Franse lezing de woorden "qui sont" worden ingevoegd tussen de woorden "visés au a) ou b) et" en het woord "effectués".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 4, b).

2. In het derde lid, g), moet worden gepreciseerd dat de bestuurskosten ten laste van het Fonds die zijn welke verband houden met de inning van de bijdragen genoemd in artikel 5.

#### Artikel 4

In punt e) moeten de woorden ", tweede lid" vervallen.

#### Artikel 5

1. Onder voorbehoud van de opmerking hieronder zou het beter zijn het tweede lid als volgt te stellen :

"De totale bijdragevoet is gelijk aan de verhouding, uitgedrukt in percent, tussen het geraamde bedrag, voor het jaar in kwestie, van de netto-uitgaven ten laste van het Fonds en het geraamde bedrag, voor hetzelfde jaar, van de loonsom van de personeelsleden van de politiediensten die in vast verband zijn benoemd of die een door of krachtens de wet daarmee gelijkgestelde benoeming genieten waarop de persoonlijke en werkgeversbijdragen worden afgehouden.".

2. Het zevende lid is dubbelzinnig en moeilijk verenigbaar met het tweede lid waar sprake is van het geraamde bedrag van respectievelijk de netto-uitgaven en de opbrengst van de bijdragen.

Meer in het algemeen rijst de vraag of de Koning, indien Hij constateert dat niettegenstaande de ramingen gedaan overeenkomstig het tweede lid, het Fonds aan het eind van het jaar een tekort vertoont, teneinde dat tekort te compenseren een hogere bijdragevoet mag vaststellen dan die welke nodig is om de geraamde uitgaven van het daaropvolgende jaar te dekken. Het onderzochte artikel lijkt zulks, althans in de huidige lezing, niet toe te staan.

De steller van het ontwerp moet derhalve bepalen op welke manier een tekort zal worden aangezuiverd dat is ontstaan door een overschatting van de ontvangsten of door een onderschatting van de uitgaven.

Voorts moet in het ontwerp worden gepreciseerd op welk tijdstip in het jaar de Koning die raming moet doen.

Bij het aanbrengen van de preciseringen die noodzakelijk zijn als gevolg van deze opmerking, kan de steller van het ontwerp zich baseren op artikel 12, § 2, van de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden, alsook op artikel 161, vijfde lid, van de nieuwe gemeentewet.

#### Artikel 6

De strekking van deze bepaling is reeds geregeld bij artikel 140ter van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, ingevoegd bij de wet van 2 april 2001.

Artikel 6 moet dan ook vervallen.

#### Artikel 7

Zoals de gemachtigde ambtenaar heeft bevestigd, is het niet de bedoeling van de steller van het ontwerp om in paragraaf 3 te voorzien in een extra inhouding, naast die van 13,07 pct. voorgeschreven bij het koninklijk besluit van 30 januari 1979 betreffende de toekenning van een vakantiegeld aan het personeel van 's lands algemeen bestuur, dat op de personeelsleden van de politiediensten toepasselijk is verklaard bij artikel XI.III.4. van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

Het zou beter zijn paragraaf 3, eerste lid, als volgt te stellen :

"§ 3. Wat de personeelsleden van de korpsen van de lokale politie betreft, wordt de inhouding op het vakantiegeld vastgelegd bij het koninklijk besluit van 30 januari 1979 betreffende de toekenning van een vakantiegeld aan het personeel van 's lands algemeen bestuur, dat op de personeelsleden van de politiediensten toepasselijk is verklaard bij artikel XI.III.4 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, aan de RSZPPO gestort door de instelling die zorgt voor de uitbetaling van dat personeel.".

### Artikel 12

De woorden "van voormelde wet van 30 april 1958" dienen vervangen te worden door de woorden "van dezelfde wet".

Deze opmerking geldt mutatis mutandis voor de artikelen 17 en 19 van het ontwerp.

### Artikel 18

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Artikel 13 ... van de openbare sector, gewijzigd bij de wet van 20 april 1971, wordt vervangen als volgt :".

### Artikel 19

Aangezien de bepaling waarvan de wijziging wordt voorgesteld, geen onderverdeling in streepjes bevat, een werkwijze die overigens wordt afgeraden, zou het beter zijn het volgende te schrijven :

- "1° de woorden "en van de Rijkswerkliedenkas" vervallen;
- 2° na de woorden "de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen," worden de woorden "het Fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie," toegevoegd."

### Artikel 20

Voorgesteld wordt het ontworpen onderdeel 2° als volgt te stellen :

- "2° de volgende bepaling wordt toegevoegd : "... (voorts zoals in het ontwerp)"."

### Artikel 21

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Artikel 1, eerste lid, van de wet ... van de Staatskas, wordt vervangen als volgt :".

### Artikel 22

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Artikel 58, eerste lid, van de wet van 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977 wordt aan-gevuld als volgt :".

### Artikel 23

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Artikel 38, eerste lid, 2°, van de wet ..., gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1980, wordt aangevuld als volgt :".

### Artikel 28

Het zou beter zijn de ontworpen bepaling in te voegen aan het begin van de wet van 6 augustus 1993 en dit artikel van het ontwerp als volgt te stellen :

"Art. 28. In de wet van 6 augustus 1993 betreffende de pensioenen van het benoemd personeel van de plaatselijke besturen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een nieuw hoofdstuk I ingevoegd dat een nieuw artikel 1 bevat, luidende :

"Hoofdstuk I - Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet is niet toepasselijk op de personeelsleden van de lokale politiekorpsen.";

2° hoofdstuk I wordt hoofdstuk Ibis;

3° artikel 1 wordt artikel 1bis."

### Artikel 31

Het zou beter zijn deze bepaling van het ontwerp in te voegen in de wet van 30 maart 2001 betreffende het pensioen van het personeel van de politiediensten en hun rechthebbenden.

In hoofdstuk II van het ontwerp (dat hoofdstuk IV wordt) <sup>5</sup>, moet een wijzigingsbepaling worden opgenomen, luidende :

"Art. .... Artikel 5 van de wet van 30 maart 2001 betreffende het pensioen van het personeel van de politiediensten en hun rechthebbenden wordt aangevuld met het volgende lid :

«Voor de personeelsleden die met toepassing van het eerste lid vragen om vóór de leeftijd van 60 jaar gepensioneerd te worden, wordt de minimumleeftijd bedoeld in artikel 2, tweede lid, van de wet van 14 april 1965 tot vaststelling van een zeker verband tussen de onderscheiden pensioenregelingen van de openbare sector vastgesteld op 58 jaar.»".

"Art. .... Artikel 10 van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

«Voor de personeelsleden die met toepassing van het eerste lid vragen om vóór de leeftijd van 60 jaar gepensioneerd te worden, wordt de minimumleeftijd bedoeld in artikel 2, tweede lid, van de wet van 14 april 1965 tot vaststelling van een zeker verband tussen de onderscheiden pensioenregelingen van de openbare sector vastgesteld op 58 jaar.»".

---

(<sup>5</sup>) Zie de slotopmerkingen.

### Artikel 32

De woorden "in plaats van het lokaal politiekorps" moeten vervallen. Het lokaal politiekorps bezit immers geen eigen rechtspersoonlijkheid, zodat er geen verplichtingen op kunnen rusten.

### Artikel 33

Alleen de meergemeentepolitiezones hebben een eigen rechtspersoonlijkheid. Het zou beter zijn de woorden "aan de politiezones" te vervangen door de woorden "aan de gemeenten of aan de meergemeentepolitiezones".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 34.

### Artikel 37

In de ontworpen paragraaf 6 vervange men de letters "EUR" door het woord "euro's".

### Slotopmerkingen

1. Wanneer in de ontworpen tekst verwezen wordt naar een wets- of verordeningsbepaling, moet elk onderdeel waarmee die bepaling wordt aangeduid gevolgd worden door een komma.

Zo schrijve men bij voorbeeld "artikel 2, 2°," en "artikel 2, 3°," in artikel 2, eerste streepje (dat 1° wordt).

2. Met het oog op een betere ordening van de ontworpen wet, zou het beter zijn de hoofdstukken van het ontwerp in te richten zoals hierna wordt aangegeven :

1° Een hoofdstuk I, met als opschrift "Algemene bepaling", bevat artikel 1 van het ontwerp.

- 2° Hoofdstuk I van het ontwerp (dat hoofdstuk II wordt), met als opschrift "Fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie", bevat de artikelen 2 tot 10 van het ontwerp.
- 3° Hoofdstuk IV van het ontwerp, met als opschrift "Bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid", wordt hoofdstuk III en bevat de artikelen 33 tot 36 van het ontwerp.
- 4° Hoofdstuk II van het ontwerp (dat hoofdstuk IV wordt), met als opschrift "Wijzigingsbepalingen", bevat de artikelen 11 tot 30 en 37 van het ontwerp <sup>6</sup>;
- 5° Hoofdstuk III van het ontwerp (dat hoofdstuk V wordt) draagt het opschrift "Hoofdstuk V - Overgangs- en slotbepalingen" en bevat de artikelen 32 en 38 van het ontwerp;
- 6° De woorden "Hoofdstuk V - Inwerkingtreding" moeten vervallen.

3. De nummering van de artikelen moet dienovereenkomstig worden herzien.

-----

---

<sup>(6)</sup> Zie eveneens de bijzondere opmerking onder artikel 31 van het ontwerp.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame  
Mevrouw

M.-L. WILLOT-THOMAS,

président de chambre,  
kamervoorzitter,

Messieurs  
de Heren

P. HANSE,  
J. JAUMOTTE,

conseillers d'Etat,  
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,  
B. GLANSDORFF,

assesseurs de la section de législation,  
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame  
Mevrouw

D. LANGBEEN,

greffier en chef,  
hoofdgriffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. L. JANS, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. L. JANS, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER EN CHEF - DE HOOFDGRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

D. LANGBEEN

M.-L. WILLOT-THOMAS